



RENTREE BUDGETAIRE 2011

CADRAGE BUDGETAIRE 2011

**Présenté par Monsieur TAHI Michel Martial ,
Directeur Général du Budget et des Finances**

PLAN

I- HYPOTHÈSES ET CONTRAINTES MAJEURES DU BUDGET 2011

II- COMPOSANTES DU BUDGET 2011

III- AXES PRIORITAIRES DU BUDGET 2011

I- HYPOTHESES ET CONTRAINTES MAJEURES DU BUDGET 2011

I- 1.HYPOTHESES DU BUDGET :

- Environnement économique nationale : *fléchissement de la croissance attendue à - 6,3%*

I-2. CONTRAINTES MAJEURES DU BUDGET :

Cinq contraintes majeures :

- Contrainte de temps: élaboration en un (01) mois
- Contrainte de financement : un besoin de financement de **360,5 milliards**

I- HYPOTHESES ET CONTRAINTES MAJEURES DU BUDGET 2011

- Niveau élevé de la masse salariale: 727,3 milliards
en raison des nombreuses revalorisations obtenues suite aux revendications de certaines corporations :
727,3 milliards, soit 57,7% des recettes fiscales contre 35% préconisé par la norme communautaire.

NB: Actions de maîtrise de la masse salariale en cours:

- ✓ *Recensement des fonctionnaires et agents de l'Etat ;*
- ✓ *Mise en place du Fichier Unique de Référence.*

I- HYPOTHESES ET CONTRAINTES MAJEURES DU BUDGET 2011

- Poids du service de la dette publique : **1 291,5 milliards**
le niveau élevé correspond à la totalité des échéances de l'année, afin d'assainir les relations avec les partenaires nationaux et internationaux pour l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE.

Malgré ces contraintes qui réduisent les marges budgétaires, un accent particulier a été mis sur les actions de lutte contre la pauvreté (840 milliards) et les actions de normalisation de la situation socio politique (85 milliards).

- Période couverte : mai à fin décembre 2011

II- COMPOSANTES DU BUDGET 2011

Le budget 2011 s'équilibre en ressources et en charges à **3 050,4 milliards**.

II- 1 LES RESSOURCES DU BUDGET 2011

Ressources intérieures : 68,4%.

Ressources extérieures : 31,6%.

II- 1 LES RESSOURCES DU BUDGET 2011

Ressources intérieures : 2 086,2 milliards :

- **recettes fiscales : 1 216,3 milliards (58,3%) ;**
- **recettes non fiscales : 43 milliards (2,1%) ;**
- **emprunts sur les marchés monétaire et financier : 804,6 milliards (38,6%).**

II-1 LES RESSOURCES DU BUDGET 2011(suite)

Ressources extérieures : 964,2 milliards :

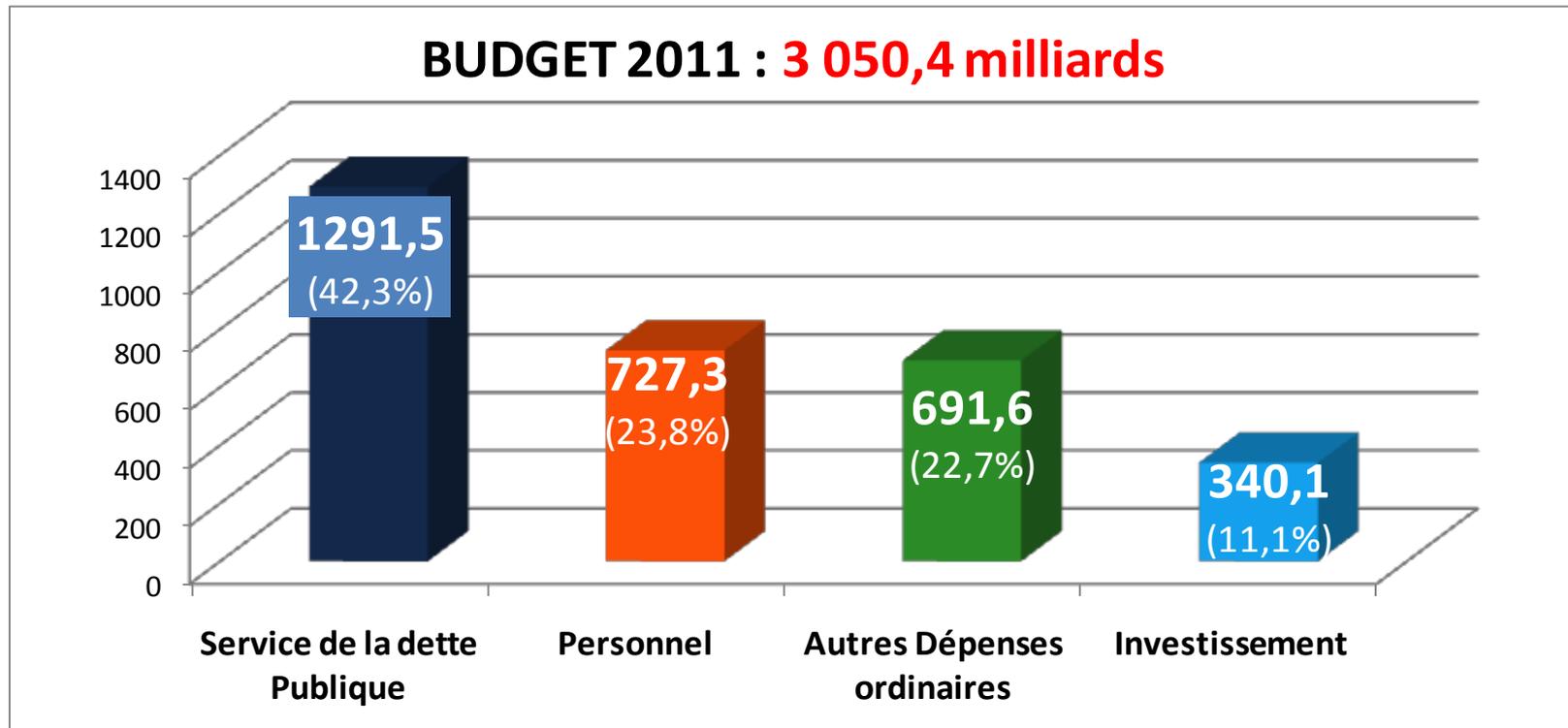
- appuis budgétaires : **437,3 milliards**
- gains liés à la restructuration de la dette extérieure : **54 milliards**
- crédits DTS : **20,1 milliards**
- emprunts et dons projets, dons-programmes : **91,1 milliards**
- besoin de financement : **360,5 milliards** correspondant :
 - ✓ à des concours identifiés auprès de certains bailleurs de fonds et non encore confirmés;
 - ✓ aux contreparties d'échéances de la dette extérieure qui, ne pouvant être honorées, sont en cours de renégociation.

II-2 LES DEPENSES DU BUDGET 2011

DEPENSES DU BUDGET : 3050,4 milliards

- Service de la dette publique : **1291,5 milliards ;**
- Charges de personnel : **727,3 milliards ;**
- Autres charges de fonctionnement : **691,6 milliards ;**
- Dépenses d'investissement : **340,1 milliards.**

II-2 LES DEPENSES DU BUDGET 2011



Le poids de la dette publique et des charges salariales (2 018,7 milliards, soit 66,2%) réduit les marges budgétaires.

II-2 LES DEPENSES DU BUDGET 2011 (suite)

II-2 .1- Service de la dette publique : **1 291,5 milliards**

Service dette intérieure : **70,8%**

Service dette extérieure : **29,2%**

II-2 LES DEPENSES DU BUDGET 2011 (suite)

- ❑ **Service dette intérieure : 914,2 milliards**
 - Titres publics : **732,6 milliards** ;
 - BCEAO : **28,9 milliards** ;
 - Dette SIR : **19 milliards** ;
 - Banques commerciales : **33,6 milliards** ;
 - Secteur privé non bancaire : **100,1 milliards** (dont dette titrisée des fournisseurs **24,6 milliards**).

- ❑ **Service dette extérieure : 377,3 milliards**
 - échéances restructurées : **54,1 milliards**;
 - échéances exigibles : **323,2 milliards**.

II-2 .2- Les Dépenses de personnel : **727,3 milliards**

- Période couverte : **mars à fin décembre 2011** (résultant de l'impact net des recrutements et des sorties de carrière)

N.B : En terme annuel, les charges salariales sont évaluées à **870 milliards en prenant en compte les salaires payés au mois de janvier et février qui ne sont pas intégrés dans ce budget.**

II-2 .3- Les Autres Dépenses ordinaires : **691,6 milliards**

- frais d'abonnement et de consommation d'eau, d'électricité et de téléphone : **46,3 milliards**;
- charges de fonctionnement des services : **205,5 milliards**;
- transferts et subventions de l'Etat au profit des institutions, des organismes publics et parapublics : **403,8 milliards** dont :
 - ✓ subvention aux écoles privées : **51,9 milliards** ;
 - ✓ couverture du déficit du régime de retraite de la CGRAE : **30,3 milliards** ;
 - ✓ soutien au secteur électricité : **87,3 milliards** ;
 - ✓ soutien aux prix des médicaments et vaccins : **10,7 milliards** ;
 - ✓ promotion de l'emploi jeunes et réduction du chômage : **10,5 milliards** ;
 - ✓ soutien à la création du fonds développement des transports routiers : **1,5 milliard**;
 - ✓ subvention à la filière coton : **7 milliards** ;
 - ✓ dépenses de carburant de l'armée : **5 milliards** ;

II-2 .4- Les Dépenses d'investissement : **340,1 milliards**

- Financées sur ressources intérieures: **247,8 milliards (72,8%)** dont
 - ✓ Programme Présidentiel d' Urgence : **45 milliards** ;
 - ✓ FIMR : **10 milliards** ;
 - ✓ Autres opérations de reconstruction et de développement : **192,8 milliards.**

- Financées sur ressources extérieures : **92,3 milliards (27,2%)** dont
 - ✓ Programme d'urgence infrastructures urbaines : **10,8 milliards** (Banque Mondiale);
 - ✓ Construction du troisième pont : **23 milliards** (BOAD, BIDC) ;
 - ✓ Poursuite des travaux de l'autoroute du Nord, du pont de Jacquville et la reconstruction des zones CNO : **26,1 milliards** (OPEP, BADEA, BOAD et BID);

III- LES AXES PRIORITAIRES DU BUDGET 2011

Outre le service de la dette, les axes prioritaires du budget 2011 concourent :

- à la normalisation de la situation sociopolitique,
- à la réduction de la pauvreté,
- au renforcement de la sécurité des personnes et des biens.

III.1- NORMALISATION DE LA SITUATION SOCIOECONOMIQUE :

Actions de sortie de crise : 85 milliards

- **Financées sur ressources intérieures : 75,1 milliards**
- **Financées sur ressources extérieures : 9,8 milliards**

Principales composantes :

- ✓ **Identification et élections générales : 35,6 milliards ;**
- ✓ **Accords de Ouagadougou et volet militaire du processus de sortie de crise : 18,8 milliards ;**
- ✓ **PNRRC & CCI: 10,5 milliards ;**
- ✓ **Assistance et reconstruction post-crise : 10,4 milliards soutenus par les concours extérieurs à hauteur de 9,8 milliards.**

III.1- NORMALISATION SOCIOPOLITIQUE (suite et fin)

DEPENSES	MONTANT		
	Trésor	Finex (2)	TOTAL (3)=(1)+(2)
Effort de paix, Service Civique	21,9		21,9
<i>dont</i>			
<i>Programme service civique et réinsertion</i>	2,5		2,5
<i>Accord de Ouagadougou</i>	10,0		10,0
PNRRC & CCI	10,5		10,5
Programme Redéploiement de l'Administration	0,5	0	0,5
Election et Identification	35,6	0	35,6
<i>dont Rémunération opérateur technique (SAGEM)</i>	16		16
Autres	6,6	9,8	16,4
<i>dont Reconstruction zones CNO</i>	0,5	4,0	4,5
<i>Recasement VAN</i>	3		3
TOTAL	75,1	9,8	84,9

III.2- LES DEPENSES PRO-PAUVRE : 840,1 milliards (7,1% du PIB)

Malgré les marges budgétaires réduites par le service de la dette publique, le budget 2011 consacre **840,1 milliards (soit 27,5% du budget)** à l'amélioration des conditions de vie des populations.

- **Education** : **515,9 milliards, soit 4,6% du PIB** (charges salariales, fonctionnement des services, réhabilitations et constructions des infrastructures scolaires et universitaires, bourses, subventions aux écoles privées).
- **Santé** : **108,7 milliards, soit 0,8% du PIB** (dépenses de personnel, renforcement du cadre institutionnel, soutien aux prix des médicaments et vaccins, amélioration du plateau technique)
- **Développement agricole et ressources halieutiques**: **46,4 milliards** (encadrement, formation, diversification et promotion de l'agriculture, d'équipement rural, d'appui à l'élevage)

III.2- LES DEPENSES PRO-PAUVRES : 840,1 milliards (7,1% du PIB)

- **Développement des infrastructures de base : 53,7 milliards.** (assainissement, renforcement de l'accès à l'eau potable, poursuite des programmes d'électrification rurale et d'extension des réseaux urbains, renforcement des routes et ouvrages d'art)
- **Salubrité publique et de la protection de l'environnement: 13,1 milliards** (charges courantes, programmes de gestion des ordures ménagères dans les grandes villes)
- **Décentralisation : 29,5 milliards** (activités des collectivités autres que celles menées dans les secteurs de l'éducation, la santé et l'agriculture)

DEPENSES PRO-PAUVRES 2011

	2011		
	Ordonnance		
	Financement intérieur	Financement extérieur	Total
01 Agriculture et développement rural	36,7	4,6	41,3
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	4,7	0,3	5,1
03 Éducation	512,6	3,3	515,9
04 Santé	108,7	0,0	108,7
05 Eau et Assainissement	18,1	4,8	22,9
06 Énergie	8,8	0,0	8,8
07 Routes et ouvrages d'art	13,1	21,9	35
08 Affaires Sociales	13,9	0,0	13,9
09 Décentralisation (hors éducation, santé et agriculture)	29,4	0,0	29,4
10 Reconstructions et réhabilitations	1,1	0,0	1,1
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	57,8	0,0	57,8
Total	805,0	35,1	840,1

III.3- LES DEPENSES DE DEFENSE ET DE SECURITE : 223 milliards

- Charges salariales : **159,5 milliards** ;
- Autres dépenses : **63,5 milliards** couvrant principalement :
 - ✓ Le renforcement de la surveillance des frontières,
 - ✓ La réhabilitation des casernes militaires et de police,
 - ✓ Le renforcement des moyens d'actions de ces entités,
 - ✓ Le programme d'urgence sécurité.

CONCLUSION

En attendant la concrétisation des hypothèses de mobilisation des 360,5 milliards, la détermination **des dépenses du budget exécutable a conduit à opérer des ponctions** aussi bien sur les charges de fonctionnement que sur les dépenses d'investissement dans les proportions déclinées dans le tableau ci-dessous:

	Ordonnance (A)	Budget exécutable (B)	Ecart (B) - (A)
1 Dette Publique	1 291,5	1 291,5	0,0
2 Dépenses Ordinaires	1 418,9	1 172,6	-246,3
1.- PERSONNEL	727,7	727,7	0,0
2.- ABONNEMENT	46,3	46,3	0,0
3.-SORTIE DE CRISE	44,8	42,9	-1,9
4.- TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	302,3	229,2	-73,1
5.- AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	297,9	126,5	-171,3
3 Dépenses d'Investissement	340,1	226,3	-113,8
6.- Financées sur ressources intérieures	247,8	134,0	-113,8
7.-Financées sur ressources extérieures	92,3	92,3	0,0
Total Général (Hors CST)	3 050,4	2 690,4	-360,1²⁴

CONCLUSION

Lorsque les hypothèses de mobilisation de ces ressources seront concrétisées, la part des crédits budgétaires affectés aux dépenses d'investissement, sera accrue notamment dans les infrastructures socio économiques.

Merci DE votre attention